



Depuis le discours du chef de l'État le 31 décembre à la nation, l'on suppose les risques d'une augmentation du prix du carburant, deuxième du genre en l'espace d'un an. En toile de fond de ces différentes augmentations, les effets de la pandémie du covid 19 et la guerre en Ukraine. Ces deux facteurs extérieurs ont impacté l'économie mondiale, créant les hausses des coûts des matières premières les revalorisations des charges au sein des entreprises. Au Cameroun, tous les secteurs productifs en ont pris des coups et continuent à en prendre.

Dans le secteur du blé, pour maintenir inchangé le prix du pain, le gouvernement subventionne les meuniers à coûts des milliards, 30 milliards de FCFA pour la seule année de 2022. Exploitants d'huile végétales, électricité, gaz, riz, poissons, sucre, tous les secteurs de production ont connu des avantages fiscaux douaniers pour maintenir l'inflation. Tous, sauf la poule aux œufs d'or.

Réuni au sein d'une association dénommée La CAPA (Cameroon Alcohol Producers Association) l'industrie brassicole au Cameroun est le premier employeur privé avec 10.000 emplois directs, 6000 exploitants agricoles et 2900 PME partenaires, pour un chiffre d'affaire de 500 milliards de FCFA. C'est le premier contributeur fiscal du pays, ce secteur productif est menacé d'explosion si les cris des producteurs n'est pas entendu par le gouvernement.

Depuis la crise du COVID marquée par l'explosion du coût du fret et la guerre en Ukraine qui a entraîné l'augmentation des prix des matières premières et un taux d'inflation au Cameroun atteignant une moyenne annuelle de 7,8% les industriels du secteur ont affronté seuls cette situation pendant plus de 2 ans afin de protéger leur écosystème et leurs partenaires, dans l'espoir que la crise inflationniste serait passagère. Aujourd'hui à en croire le CARPA, ils sont à bout. Plus rien ne va dans ce secteur où sans autorisation du gouvernement, les distributeurs ont décidé de manière unilatérale de l'augmenter des prix de la bière. Après une longue bataille entre les producteurs et les syndicats des distributeurs sur les ristournes, le Carpa avait obtenu une réduction qui jusqu'ici paraît insignifiante.

« En 2018, le gouvernement camerounais avait supprimé sans motif économique valable la mesure incitative qui accordait 20% d'abattement sur les droits d'assises des sociétés brassicoles qui achetaient localement leur matière première. On se rappelle que la société Guinness avait directement commandé 17 000 tonnes de sorgho à CROPSEC (une union des coopératives nationales) dont la capacité de production n'était que de 4000 tonnes à l'époque. Cela garantissait un marché aux investisseurs locaux. Mais, cela n'a pas duré. Des mesures inopportunes du gouvernement étaient venues saccager ce marché, décourageant ainsi les acteurs abandonnés à leurs endettements. » Explique Louis Marie Kakdeu, économiste.

Pour le CARPA dirigé par le DG UCB, une augmentation des droits d'accises, à hauteur de 15 FCFA pour les boissons gazeuses et de 10 FCFA pour les bières, renforce la difficulté de ses entreprises brassicoles, déjà au bord de l'implosion. Elles ne sauraient supporter seules le poids de l'impact de la politique fiscale du gouvernement. L'association préconise e par contre une augmentation de 50 FCFA sur le prix.

Albin Michel Njilo
